

tuelle politique agricole. Celle ci doit garantir un revenu aux travailleurs en tant que tels, et non plus seulement à quelques chefs d'entreprises capitalistes. Il appartient aux pouvoirs publics de décider une réorganisation fondamentale de type soutien des marchés, qui soit assortie d'une limitation des aides par producteur ».

Quant au pouvoir, il a très vite saisi la dimension de la grève et comprend qu'il est impossible de la réprimer comme les actions des années précédentes. Plusieurs ministres ont été élus députés en Bretagne : Pleven, Cointat, et... Marcellin. Ce dernier tremble tout particulièrement pour son siège de Vannes. C'est pourquoi le conseil général du Morbihan, qu'il préside, adopte une motion déclarant qu'il « serait nécessaire d'annoncer un certain nombre de mesures pour calmer les inquiétudes... » Marcellin annonce d'autre part qu'il a préconisé à son collègue Cointat un système de contrats de progrès. Cointat, de son côté, avance timidement que « ce n'est quand même pas des méthodes recommandables d'arrêter les bidons de lait au détriment des producteurs de lait de la région bretonne ». Sans blague ! Mais qui sont donc les grévistes ? Des gauchistes déguisés en producteurs sans doute ? Mais Cointat n'ose pas encore aller jusque là. Chaban, quant à lui, préfère penser que c'est un problème « purement professionnel » et « spécifiquement breton » ; en conséquence, il s'en lave les mains et refuse même de recevoir Debatisse. En d'autres termes, le gouvernement n'avait pas besoin de ça...

Debatisse, lui, exprime sa « préoccupation devant l'évolution de la situation ». On le comprend !

Les jaunes (la FFA) n'osent pas encore se montrer.

Les industriels persistent à ne pas vouloir payer plus de 56 centimes en mai. La grève continuera donc.

3) Un long face à face

Lundi 29 Mai:

Si la combativité des grévistes demeure très forte, on sent que le mouvement aurait bien besoin d'un second souffle. D'autant que le mouvement ne s'est pas étendu à tous les départements de l'Ouest, comme les paysans bretons pouvaient s'y attendre.

Certes, 30 camions de la société Nestlé sont bloqués dans l'Aisne ; mais dans l'Ouest, rien de nouveau : même si les laiteries des Côtes du Nord sont fermées, les producteurs ne participent pas massivement à l'action. En Loire Atlantique, les grévistes de Pontchâteau sont relativement

isolés ; la CANA est occupée par 1500 producteurs, mais il n'y a pas de perspective de grève.

Dans le Maine et Loire, « la FDSEA exprime sa solidarité avec les producteurs bretons, demande 15 % d'augmentation pour 72-73, et... la mise en application des mesures socio structurelles telles que la propagande pour la consommation des produits laitiers et la lutte contre la concurrence déloyale... »

Par delà ses aspects folkloriques, cette prise de position est typique des organisations corporatistes de la paysannerie : c'est l'utilisation d'un mouvement de mécontentement massif pour faire appliquer des mesures favorables aux gros producteurs (on sait que les mesures socio-structurelles en question visent à favoriser quelques exploitants privilégiés). Les bureaucrates de la FDSEA de Vendée, quant à eux, semblent redouter particulièrement la dynamique du mouvement : tout en notant que les revendications des producteurs bretons sont justifiées, ils « rejettent par avance toute action démagogique qui ne serait pas coordonnée par la FDSEA ou sa section lait. « Ils apportent de plus leur soutien aux coopératives, « outils des producteurs ».

De même, la FNSEA craint une extension du conflit et regrette que Chaban ait refusé de recevoir Debatisse et... Lepatre, président des industriels laitiers. La main dans la main !

Mais, tandis que le pouvoir essaie de détourner l'attention des producteurs bretons vers la réunion qui doit rassembler à Bruxelles les ministres de l'agriculture des Six, le mouvement souffre tragiquement d'une absence de perspectives.

La liaison avec les organisations ouvrières qui serait maintenant déterminante ne se fait pas. Certes, la solidarité de la population est acquise par des distributions gratuites de lait qui ont lieu un peu partout. A Brest, un comité de soutien animé par la Ligue, le PSU et des militants du CDJA, se crée pour populariser la lutte des paysans et impulser la solidarité active...

Mais ce n'est manifestement pas suffisant. Seule la jonction effective, dans la rue, avec la classe ouvrière, pourrait, quelques mois avant les législatives, contraindre le pouvoir et les industriels à céder rapidement.

La jonction n'aura pas lieu, en partie parce que la CFDT se méfie du mouvement sans comprendre l'enjeu de la lutte, parce que la CGT, elle, a tout à perdre dans cette dynamique. Mais à côté des paysans, Possémé, dirigeant de